

---

## PENAUD (Guy), Mémorial des Déportés du Périgord

La Lauze, 2011, 448 p.

**Léon Strauss**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1848>

DOI : 10.4000/alsace.1848

ISSN : 2260-2941

### Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 491-492

ISSN : 0181-0448

### Référence électronique

Léon Strauss, « PENAUD (Guy), Mémorial des Déportés du Périgord », *Revue d'Alsace* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1848> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1848>

---

Tous droits réservés

À consommer sans modération, avec des yeux d'enfant partant à la découverte, et des yeux d'adulte confrontés à un siècle dur pour les Alsaciens.

Gabrielle Claerr Stamm

PENAUD (Guy), *Mémorial des Déportés du Périgord*, La Lauze, 2011, 448 p.

Guy Penaud, commissaire de police honoraire, a publié depuis les années 80 de nombreux ouvrages sur l'histoire de la Dordogne et en particulier sur la période de la Seconde Guerre mondiale. Ces livres sont des alsatiques, puisque ce département a accueilli une grande partie des évacués alsaciens de 1939-1940 et, après juin 1940, de nombreux réfugiés, expulsés et évadés. Jusqu'en 1945, Périgueux, pourtant occupée par l'armée allemande depuis le 11 novembre 1942, a abrité des institutions maintenues en France non annexée : préfecture du Bas-Rhin, rectorat de Strasbourg, mairie de Strasbourg. C'est dire qu'un dictionnaire des personnes arrêtées en Dordogne par la police ou l'armée allemande ou leurs complices français et déportées dans l'univers concentrationnaire nazi devrait être une source précieuse pour l'histoire des souffrances alsaciennes. Faire l'inventaire des victimes alsaciennes de cette déportation présente cependant des difficultés, car les notices (et c'est la rançon de l'état de leurs sources) n'indiquent que très rarement le domicile d'avant-guerre des déportés, mais seulement le lieu de naissance. Rien n'assure qu'une personne née dans une localité alsacienne y avait encore son domicile à la veille de la guerre et, à l'inverse, des personnes, nées dans le reste de la France ou l'étranger pouvaient fort bien habiter le Bas-Rhin ou le Haut-Rhin en 1939. Quand des enfants de Juifs d'origine étrangère sont nés à Strasbourg dans les années 20 ou 30, on peut légitimement supposer que leurs parents y résidaient à cette époque. Je les ai ajoutés dans mes calculs aux déportés nés dans les deux départements alsaciens. À l'incertitude sur le nombre exact, ajoutons les erreurs sur la localisation d'origine : Mittelbronn n'est pas dans le Bas-Rhin, mais en Moselle, Vulgenheim n'existe pas.

Penaud rappelle que « la déportation poursuivait deux objectifs : réprimer et décourager toute velléité de résistance et d'opposition (elle est dite déportation par mesure de répression) ; mettre en œuvre la « solution finale de la question juive » (elle est dite déportation de persécution).

Les déportés par mesure de répression, résistants actifs pour la plupart, sont au nombre de treize originaires du Bas-Rhin (plus un Juif) et quatre du Haut-Rhin ; cinq d'entre eux ont péri dans les camps. Une erreur de l'auteur à signaler : Frédéric Hecker, arrêté à Montignac en février 1943, n'est pas juif, mais protestant : journaliste radical-socialiste à Strasbourg, pourfendeur de l'autonomisme, il était devenu industriel à Montignac

en 1939, mais fut dénoncé par les nazis alsaciens dès l'occupation de la zone Sud. Il passa par huit prisons, le camp de Schirmeck et celui de Buchenwald. Après sa libération, il s'établit définitivement à Montignac où il mourut en 1959 des suites de sa déportation. Le chiffre donné ici est peut-être inférieur à la réalité dans la mesure où les listes de déportation ne signalent pas toujours le lieu de résidence provisoire pendant la guerre. Et évidemment, il faudra aussi compter les victimes de la répression abattues ou exécutées sur place qui furent nombreuses : le *Dictionnaire des fusillés et exécutés* en préparation y pourvoira.

Les déportés de persécution sont bien plus nombreux. J'en ai compté environ 150 qui seraient originaires du Bas-Rhin et 18 du Haut-Rhin. La disproportion entre les deux départements est logique puisque la Dordogne avait été le principal département d'accueil pour les évacués bas-rhinois en 1939. Outre des arrestations isolées, à la ligne de démarcation ou à la suite de dénonciations, il s'agit essentiellement de victimes de grandes rafles qui ont déjà été nommées dans l'ouvrage de Bernard Reviriego (*Les Juifs en Dordogne 1939-1944*, Archives départementales de Dordogne, Fanlac, Périgueux, 2003). Ce furent d'abord celles qui visaient les Juifs étrangers en zone dite libre, en août 1942, dans la partie occupée de la Dordogne le 8 octobre 1942 et celle de février 1943 à la suite d'un attentat ayant coûté la vie à deux officiers allemands. Dans les trois cas, ce sont les forces de l'ordre françaises qui procédèrent aux arrestations avant de conduire leurs victimes à Drancy d'où elles furent déportées. À partir de l'été 1943, ce furent les Allemands qui agirent directement avec l'aide de leurs auxiliaires de la Milice, du PPF et des agents français de la Gestapo. Désormais, les Juifs français étaient visés autant que les étrangers, les femmes, les enfants, les vieillards autant que les hommes adultes. Le plus souvent, le prétexte est une opération de représailles à la suite d'un attentat mené par la Résistance contre la police ou l'armée allemandes, ainsi à Périgueux le 10 octobre et le 10 novembre 1943. Du 26 mars au 15 avril 1944, la division du général Brehmer parcourut une grande partie du département à la recherche du maquis. Faute d'affronter les Forces françaises de l'Intérieur, la soldatesque s'en prit à la population civile, prenant des otages, fusillant, déportant, brûlant les maisons. Les Juifs furent systématiquement visés : la plupart des hommes adultes furent fusillés sur place, les femmes et les enfants furent déportés. D'autres rafles, suivies de fusillades et de déportations suivirent jusqu'à la Libération totale du département à la fin du mois d'août 1944. Sauf erreur de ma part, le plus jeune des déportés juifs alsaciens de Dordogne fut Philippe Moch, né à Strasbourg, 5 ans, la plus âgée Fanny Loewenstein née à Mulhouse, 76 ans. Sur les 167 déportés raciaux alsaciens repérés, sept ont survécu.

Léon Strauss